

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N° 04/25

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

« Conception et réalisation de plans médias
et achats d'espaces pour la branche Famille »

SOMMAIRE

Article 1 : Objet	4
Article 2 : Parties contractantes – Dispositions générales.....	4
2.1 Parties contractantes	4
2.2 Dispositions générales.....	4
Article 3 : Nature de l'accord-cadre	4
Article 4 : Forme de l'accord-cadre	5
Article 5 : Documents contractuels.....	5
Article 6 : Durée de l'accord-cadre	6
6.1 Durée initiale	6
6.2 Reconduction	6
Article 7 : Utilisation de la langue française	6
Article 8 : Lieux d'exécution	7
Article 9 : Description des prestations	7
Article 10 : Emission des bons de commande.....	7
10.1 Conditions d'émission des bons de commande.....	7
10.2 Délais d'exécution des bons de commande.....	7
10.3 Contenu des bons de commande.....	7
10.3.1 Réalisation de plans médias – Participation aux réunions.....	7
10.3.2 Achats d'espaces	8
10.4 Acceptation des bons de commande	9
Article 11 : Suivi des campagnes	9
Article 12 : Annulation des ordres de réservation	9
Article 13 : Modalités de livraison des livrables	9
Article 14 : Opérations de vérification et d'admission des prestations.....	10
Article 15 : Délais d'exécution	11
Article 16 : Prolongation des délais d'exécution.....	11
Article 17 : Personnel chargé de réaliser les prestations, accès aux locaux, collaboration et échange, communication des informations.....	12
17.1 Désignation d'un correspondant technique.....	12
17.2 Absences, départ, remplacement	12
17.3 Statut du personnel du titulaire	13
17.4 Accès aux locaux du pouvoir adjudicateur.....	13
17.5 Collaboration et échange, communication des informations.....	13
17.6 Suivi et contrôle du marché	13
Article 18 : Obligation des parties	13

18.1 Obligations du titulaire.....	13
18.2 Obligations particulières du titulaire.....	14
18.3 Garantie de qualité de service	14
18.4 Obligation du pouvoir adjudicateur	15
18.5 Obligations communes.....	15
Article 19 : Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion – Sécurité des données (données personnelles)	15
19.1. Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion.....	15
19.2. Traitement des données à caractère personnel	17
Article 20 : Droits d'utilisation des résultats	18
20.1 Connaissances antérieures.....	18
20.2 Etendue et durée de la cession des droits	19
20.3 Destination des résultats.....	19
20.4 Nature des droits cédés.....	19
20.5 Droits du titulaire	20
20.6 Garanties	20
Article 21 : Prix	20
21.1 Prix initiaux	20
21.1.1 Achats d'espaces	20
21.1.2 Réalisations de plans médias	21
21.1.3 Participation aux réunions	22
21.2 Prix de règlement	23
21.2.1 Prix révisables.....	23
21.2.2 Taxe sur la valeur ajoutée	23
21.3. Clause de réexamen	24
Article 22 : Pénalités.....	24
22.1 Généralités	24
22.2 Caractère non libératoire des pénalités.....	25
22.3 Pénalités de retard	25
22.5 Cumul des pénalités et des autres sanctions	25
22.6 Modalités d'application des pénalités de retard	25
22.7 Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet	26
22.8 Pénalités en cas de résiliation	26
22.9 Plafonnement des pénalités de retard.....	26
22.10 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	26
Article 23 : Régime financier	26
23.1 Avance	26
23.2 Acomptes.....	26
23.2.1 Cas général	26
23.2.2 Cas des petites et moyennes entreprises	27
23.3 Facturation	27
23.4 Délai de paiement	28
23.4.1 Point de départ du délai de paiement	28

23.4.2 Suspension du délai de paiement	29
23.4.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	29
23.4.4 Délai de paiement du sous-traitant.....	29
23.5 Modalités de paiement	29
Article 24 : Sous-traitance.....	29
Article 25 : Assurances.....	30
Article 26 : Changement de situation du titulaire.....	30
26.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale	31
26.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale.....	31
Article 27 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire	31
27.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire	31
27.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées	32
Article 28 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	33
Article 29 : Résiliation de l'accord-cadre.....	33
29.1. Résiliation aux torts du titulaire.....	33
29.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur.....	34
Article 30 : Règlement des litiges	34
Article 31 : Dérogations	35

Article 1 : Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de plans média, la négociation et l'achat d'espaces, la réalisation de bilans de campagne.

Les supports concernés sont les suivants :

- la télévision (locale et nationale) ;
- la radio (locale et nationale) ;
- la presse quotidienne (locale et nationale), la presse gratuite ;
- le digital (tous formats de publicité : bannières, liens de redirection vers le site de l'annonceur etc. et référencement payant).

Le présent marché concerne également la négociation et le montage de partenariats médias (influenceurs).

Le titulaire agit pour l'achat d'espaces en tant que mandataire payeur de la Cnaf pour le compte de laquelle il effectue et règle les achats d'espaces auprès des supports désignés sur les bons de commande émis par la Cnaf pour chaque campagne.

Article 2 : Parties contractantes – Dispositions générales

2.1 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » ou « la personne publique » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas Grivel ou son représentant ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

2.2 Dispositions générales

Le pouvoir adjudicateur est la Cnaf, représenté par Monsieur le Directeur de la Cnaf ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le Directeur de la Cnaf.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-62 du code de la commande publique est Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf.

Le comptable public assignataire est Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf. Il assure tous les règlements de sommes dues au titre du marché. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

Article 3 : Nature de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre de prestations de services et concerne des prestations intellectuelles.

Le présent accord-cadre est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 4 : Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 du code de la commande publique. Dans la mesure où l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2 du code de la commande publique.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur et peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre dans les conditions telles que fixées à l'article 10 du présent document.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum, conformément aux dispositions du point 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Montant maximum : 2 666 666,67 € HT, soit 3 200 000 € TTC sur la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises.

Ce montant maximum a été établi par application d'un coefficient 2 au budget estimatif de l'accord-cadre sur la durée totale du marché reconductions comprises, permettant de couvrir toutes les évolutions non-identifiées à ce jour sur la durée du marché.

Dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

Article 5 : Documents contractuels

Le présent accord-cadre sont soumis aux dispositions du code de la commande publique et notamment aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 relatifs aux appels d'offres ouvert ainsi qu'à ses articles L. 2125-1, R.2162-2 et R.2162-4.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :

1. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
2. la mise au point éventuelle et la/les précision(s) d'offre éventuelle(s) (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;
3. le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 04/25 et ses annexes :
 - i. annexe n°1 : « Contrat de mandat » ;
 - ii. annexe n°2 : « Liens financiers avec les supports ou régies » ;
4. le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 04/25 et ses annexes :
 - i. annexe n°1 relative à la protection des données à caractère personnel ;
 - ii. annexe n°2 portant sur la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information ;
 - iii. annexe n°3 portant sur les Chartes nationales de sécurité du système d'information :
 - a) annexe n°3-A : « Charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information » ;
 - b) annexe n°3-B : « Charte nationale de sécurité de l'administrateur du système d'information » ;

5. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG - PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
6. le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
7. l'annexe financière dûment complétée et signée ;
8. l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de divergences entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont notamment concernées par cette disposition.

Article 6 : Durée de l'accord-cadre

6.1 Durée initiale

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

L'exécution des prestations débute le 3 juillet 2025, ou à défaut à la date de notification si elle est postérieure à cette date, pour une durée initiale de 12 mois.

6.2 Reconduction

Le présent accord-cadre peut être reconduit trois fois, pour une période de 12 mois, sans que la durée totale ne puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite et ne peut être refusée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction de l'accord-cadre au moins trois mois avant la date d'échéance de la période d'exécution en cours.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de sa volonté de ne pas reconduire l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues à l'accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Article 7 : Utilisation de la langue française

Tous les produits et livrables attendus au titre du présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française. Les documentations, correspondances, réunions, comités et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre se déroulent en français.

Article 8 : Lieux d'exécution

Les prestations s'effectuent principalement dans les locaux du titulaire. Ponctuellement, le titulaire pourra être amené à participer à des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Article 9 : Description des prestations

L'ensemble des prestations à réaliser et des livrables attendus est décrit au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°04/25.

Article 10 : Emission des bons de commande

10.1 Conditions d'émission des bons de commande

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à son envoi et à sa réception.

Aucune prestation ne pourra ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande la concernant notifié au titulaire.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire à compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de sa durée de validité telle que déterminée à l'article 6 du présent CCAP.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme.

Le site ordonnateur en charge de l'émission des bons de commande est le site de Paris (32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14).

10.2 Délais d'exécution des bons de commande

Le délai de réalisation des prestations objet du bon de commande considéré débute à la date de notification du bon de commande considéré.

Le délai de réalisation des prestations est défini par les termes du CCTP n°04/25 et du bon de commande considéré.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de retard conformément aux stipulations de l'article 22 du présent CCAP.

10.3 Contenu des bons de commande

10.3.1 Réalisation de plans médias – Participation aux réunions

Chaque bon de commande indique a minima :

- le numéro de l'accord-cadre attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande ;

- l'intitulé précis des prestations à réaliser et des livrables attendus par référence aux termes du CCTP n°04/25 ;
- pour la réalisation de plans médias :
 - le montant exprimé en € HT du budget alloué à la campagne ; le taux (en %) de rémunération du titulaire correspondant et le montant de sa rémunération exprimé en € HT et TTC ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
 - le délai d'exécution de la prestation ;
- pour la participation à une réunion :
 - le prix unitaire de la prestation exprimé en € HT et TTC ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
 - les date, heure et lieu de la réunion ;
- le montant total exprimé en € HT et TTC de la commande ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
- le code service (site ordonnateur mentionné à l'article 10.1 du présent CCAP) ;
- le cachet du pouvoir adjudicateur.

10.3.2 Achats d'espaces

Le pouvoir adjudicateur donne mandat au titulaire pour négocier et procéder à l'achat d'espaces auprès des supports conformément au plan média validé par le pouvoir adjudicateur.

En fonction du plan média validé, le pouvoir adjudicateur établit un bon de commande valant ordre d'achat d'espaces.

Chaque bon de commande indique a minima :

- le numéro de l'accord-cadre attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la campagne considérée ;
- la reprise de l'ensemble des éléments figurant au sein du plan média, soit :
 - les supports retenus ;
 - les emplacements et caractéristiques des espaces à acheter ;
 - les dates et horaires des parutions ;
 - le montant brut et net exprimé en € HT et TTC de chaque espace à acheter dans les supports retenus ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
 - le montant total exprimé en € HT et TTC des espaces à acheter ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
- pour chaque espace à acheter, le taux (en %) de rémunération du titulaire correspondant et le montant de sa rémunération exprimé en € HT et TTC ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
- le prix total correspondant à la rémunération du titulaire exprimé en € HT et TTC ainsi que le taux (en %) et le montant (en €) de la TVA ;
- le code service (site ordonnateur mentionné à l'article 10.1 du présent CCAP) ;
- le cachet du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire adresse aux supports les ordres d'achats d'espaces conformément au plan média validé et au bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire assure, sans surcoût, l'optimisation régulière du plan média validé afin d'atteindre et améliorer les objectifs de performances fixés.

Une fois la campagne réalisée, le titulaire s'engage à livrer au pouvoir adjudicateur un bilan de campagne, conformément aux termes du CCTP n°04/25.

10.4 Acceptation des bons de commande

Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande pour faire connaître ses observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence d'observations formulées dans ce délai, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

En cas d'observations du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés pour les examiner et prendre une décision. Si les observations sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur, il en informe sans délai le titulaire et lui notifie le bon de commande modifié. Si la personne publique décide de ne pas prendre en compte les observations du titulaire, ce dernier reste tenu d'exécuter le bon de commande initialement notifié.

Article 11 : Suivi des campagnes

Le titulaire s'engage à assurer, pour chaque campagne, un suivi technique des prestations par le contrôle des insertions, quels que soient les médias et les supports, pour s'assurer du respect :

- de la parution dans tous les supports retenus (presse, sites Internet, chaînes de TV, stations de radio) ;
- des dates et emplacements de diffusion (parution et emplacements en presse, dates, heures et emplacements des diffusions en TV et radio, emplacements et dates sur Internet, etc.) ;
- de la qualité de la diffusion (ex. pour la presse : qualité d'impression du message comprenant le contrôle de l'étalonnage des couleurs ou du tramage pour les passages noir/blanc, etc.) ;
- du contexte de diffusion (ex. pour la presse : absence de rabat, coupon, échantillon, découpe masquant ou dégradant partiellement ou en totalité l'emplacement défini, etc.).

Le titulaire s'engage à cet effet à transmettre au pouvoir adjudicateur tous les justificatifs de diffusion des campagnes.

Article 12 : Annulation des ordres de réservation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, si les conditions l'exigent, d'annuler un bon de commande. Une indemnité est alors versée au titulaire du fait de cette annulation selon les conditions de vente appliquées par les supports et sur justificatifs des frais d'annulation acquittés par le titulaire.

L'annulation du bon de commande est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 : Modalités de livraison des livrables

Les livrables attendus au titre de chacune des prestations à réaliser sont définis par les termes du CCTP n°04/25.

Les livrables sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur sous format électronique.

La remise des livrables est actée sous réserve qu'ils soient accompagnés des éléments suivants :

- (i) un bordereau de livraison (ci-après « BL ») dématérialisé comprenant :
 - la référence de l'accord-cadre ;
 - la date d'émission et la référence du bon de commande associé ;
 - le rappel des livrables attendus au titre de la commande ;
 - la liste des livrables attachés à la livraison ;
- (ii) le ou les livrables ainsi que l'ensemble des objets attendus et décrits dans le BL.

Tous les livrables du titulaire sont fournis sous un format lisible par la version Microsoft 365 (ou Office 365) référentielle de la branche Famille, Open Project, MS Project.

Ils sont livrés, avec accusé de réception, aux adresses électroniques et/ou sites sharepoint fournis au titulaire par le correspondant en charge du suivi de l'accord-cadre et de la relation avec le titulaire ou, après accord de la Cnaf, selon des modalités permettant d'assurer la traçabilité des livraisons et de donner date certaine à leur réception.

Tous les livrables documentaires peuvent, à la demande de la Cnaf, faire l'objet de productions intermédiaires transmises par le titulaire au pouvoir adjudicateur dans un des formats précités au présent article. Les productions intermédiaires sont transmises en temps utile avant la date contractuelle de livraison, de sorte que le pouvoir adjudicateur puisse disposer d'un temps de relecture suffisant et que les parties puissent échanger sur la production intermédiaire concernée.

Cette procédure de relecture intermédiaire a pour seul objet de préparer et de faciliter le déroulement de la livraison et de la vérification du livable contractuel. Par conséquent, les constatations, remarques et prises de position de la Cnaf à l'occasion de cette procédure ont un caractère purement indicatif et provisoire et ne préjugent ni ne limitent les constatations, remarques et décisions que la Cnaf pourra être amenée à prendre dans le cadre des opérations de vérification et d'admission définies à l'article 14 du présent CCAP.

Article 14 : Opérations de vérification et d'admission des prestations

Le pouvoir adjudicateur dispose de cinq (5) jours ouvrés maximum à compter de la remise du bordereau de livraison (BL) pour procéder aux opérations de vérification des livrables documentaires et pour notifier au titulaire une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux termes de l'article 29 du CCAG PI, sous réserve des stipulations du présent article. Toute décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Dans le cadre de ces opérations, le pouvoir adjudicateur vérifie que :

- l'ensemble des livrables correspondant aux prestations réalisées et définis au CCTP n°04/25 et/ou au bon de commande considéré a bien été remis par le titulaire ;
- l'ensemble des tâches prévues au CCTP n°04/25 et/ou au bon de commande a bien été réalisé ;
- les livrables attendus sont de qualité et sont conformes aux stipulations des documents particuliers du marché.

En ce qui concerne la réalisation de plans médias, le pouvoir adjudicateur contrôle particulièrement la conformité des livrables aux attentes notamment en ce qui concerne le respect du budget alloué par le pouvoir adjudicateur à la campagne.

En ce qui concerne l'achat d'espaces, le pouvoir adjudicateur contrôle particulièrement le respect du plan média validé et des engagements incombant au titulaire en termes de suivi de campagne.

Par ailleurs, en cas de décision d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum, à compter de la date de notification de la décision, pour présenter, sans surcoût, un ou des nouveau(x) livrable(s), entièrement conforme(s) à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les décisions du pouvoir adjudicateur sont motivées, sauf s'il s'agit d'une décision de réception.

La nouvelle livraison, dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP, déclenche, à compter de la remise du nouveau BL, une nouvelle période de vérification d'une durée de cinq (5) jours ouvrés maximum.

Le pouvoir adjudicateur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 29 du CCAG PI, au terme de deux rejets d'un même livrable, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix du livrable et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier.

Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le titulaire devra verser ce montant à la Cnaf, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la Cnaf disposera également de la faculté de résilier l'accord-cadre concerné aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 29 du présent CCAP. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée par le livrable définitivement rejeté.

Article 15 : Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque prestation à réaliser dans le cadre du présent marché est défini par les termes du CCTP n°04/25 et ou du bon de commande considéré.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de retard conformément aux stipulations de l'article 22 du présent CCAP.

Article 16 : Prolongation des délais d'exécution

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution des prestations définis par les termes du CCTP n°04/25 et/ou du bon de commande considéré lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais d'exécution contractuels ou lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter lesdits délais d'exécution contractuels du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, dès qu'il en a connaissance et par lettre recommandée avec avis de réception, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les délais définis par les termes du CCTP et/ou du bon de commande

considéré et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution et indique la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai d'exécution de la prestation concernée défini par les termes du CCTP et/ou du bon de commande considéré et éventuellement prolongé selon les modalités fixées au présent article.

Article 17 : Personnel chargé de réaliser les prestations, accès aux locaux, collaboration et échange, communication des informations

Le non-respect par le titulaire des obligations contractuelles générales décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

17.1 Désignation d'un correspondant technique

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la notification du marché de la désignation d'un correspondant technique (chef de projet) dont il lui indique le nom et les coordonnées professionnelles. Ce correspondant technique est le responsable du bon déroulement des prestations à réaliser dans le cadre du présent marché. Il est le représentant du titulaire auprès du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garde le même correspondant technique pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur.

En cas de changement de correspondant technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

17.2 Absences, départ, remplacement

La réalisation des prestations par les profils indiqués par le titulaire dans son offre technique est un élément substantiel du présent marché.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de désigner un ou des remplaçant(s) de niveau équivalent et d'en communiquer les noms et titres au pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'information dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La Cnaf se réserve le droit de récuser la personne ainsi désignée pour de justes motifs exposés par écrit et notifiés au titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la communication des noms et titres du ou des remplaçant(s).

En cas de récusation, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un ou des autre(s) remplaçant(s) à la Cnaf.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire doit s'assurer qu'une éventuelle absence, départ ou remplacement ne perturbe pas la réalisation des prestations.

Les mesures prises au titre du présent article ne peuvent engendrer aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

17.3 Statut du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Il est expressément entendu que les intervenants du titulaire demeurent, à tous égards, les salariés de celui-ci (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, impôts, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les intervenants mis à disposition pendant la durée de leur mission relève de la compétence du titulaire.

17.4 Accès aux locaux du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur confère au personnel du titulaire le droit d'accès dans ses locaux pour la réalisation des prestations se déroulant à l'intérieur de ceux-ci, sous réserve du respect des conditions d'accès, de contrôle et de sécurité en vigueur dans les locaux des sites du pouvoir adjudicateur.

17.5 Collaboration et échange, communication des informations

La collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est un élément essentiel de la réussite de l'exécution des prestations.

Le titulaire doit donner au pouvoir adjudicateur une visibilité suffisante sur les processus qu'il met en œuvre dans le cadre des prestations qu'il réalise et sur l'état d'avancement des prestations objet de l'accord-cadre.

17.6 Suivi et contrôle du marché

Les représentants du pouvoir adjudicateur assurent le suivi et le contrôle de l'exécution des prestations.

Ils peuvent être amenés à formuler des observations ou des recommandations, conformes aux prescriptions contractuelles, et à demander au titulaire que celles-ci soient prises en compte sans surcoût.

Il est entendu que si le titulaire dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des prestations et, le cas échéant, à une décision de résiliation du marché à ses torts.

Article 18 : Obligation des parties

18.1 Obligations du titulaire

D'une part, le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans les conditions prévues par le présent CCAP et s'engage, pour l'exécution de l'ensemble des prestations :

- A respecter les délais d'exécution des prestations et modalités décrites dans les divers documents constitutifs de l'accord-cadre ;
- A affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour leur exécution ;
- A assurer la gestion et le suivi du projet en respectant l'existant fonctionnel et technique du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre. Il devra notamment :

- Conseiller le pouvoir adjudicateur, notamment en matière de méthodologie, pour assurer la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Anticiper les risques et qu'elle qu'en soit la nature, proposer des solutions préventives ou correctives ;
- Mettre en garde le pouvoir adjudicateur, formellement, par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé et en temps utile, lorsque toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations ou tout événement dont le titulaire aurait connaissance est susceptible de remettre en cause la bonne exécution de l'accord-cadre, notamment en termes de délai d'exécution ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements et les éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficacité, le pouvoir adjudicateur dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Garantir le caractère pérenne des solutions et produits issus des choix techniques qu'il préconise et garantir qu'ils ne sont pas de nature à rompre la continuité de service du SI de la CNAF. Le titulaire demeure responsable des choix techniques qu'il préconise.

18.2 Obligations particulières du titulaire

Le titulaire est mandataire du pouvoir adjudicateur pour les achats d'espaces exécutés au titre du présent accord-cadre.

A ce titre, il est soumis aux dispositions des articles 1984 et suivants du code civil relatifs au mandat ainsi qu'aux dispositions de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Notamment, il s'engage à signer et respecter les stipulations du contrat de mandat annexé au présent accord-cadre et à indiquer dans un document annexé à l'acte d'engagement les liens financiers qu'il entretient ou que son groupe entretient avec des supports ou régies en précisant le montant de ces participations.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à indiquer au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, les liens financiers qu'il entretient ou que son groupe entretient avec des supports ou des régies ainsi que le montant des participations en cause, et ce, dès que lesdits liens ou que le montant des participations sont constitués ou modifiés.

18.3 Garantie de qualité de service

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service en mettant à disposition du pouvoir adjudicateur toutes les ressources nécessaires pour réaliser les prestations attendues.

Partant, dès lors que l'un des intervenants ne respecte pas les dispositions du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander, par courrier motivé avec avis de réception, le remplacement de l'intervenant concerné.

Le titulaire doit proposer un remplaçant dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande motivée du pouvoir adjudicateur, et ce, quel que soit le profil concerné.

En cas de récusation, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un ou des autre(s) remplaçant(s) à la Cnaf.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

La montée en compétence des ressources dans le cadre d'un remplacement est à la charge du titulaire. Cette montée en compétence concerne l'ensemble des éléments (métiers et outils) nécessaires à l'exécution des prestations, y compris le contexte général de la Branche Famille et le contexte particulier d'intervention de l'intervenant sur un chantier et un périmètre donné.

18.4 Obligation du pouvoir adjudicateur

En sa qualité de maître d'ouvrage du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur s'engage notamment à :

- Assurer les relations avec les partenaires dont la sollicitation est nécessaire dans le cadre des prestations de l'accord-cadre ;
- Fournir au titulaire tous les documents, renseignements et informations nécessaires pour lui permettre de réaliser les prestations dans les meilleures conditions ;
- Faciliter l'accès aux sites physiques et, le cas échéant aux environnements informatiques, dans le strict respect des règles d'accès et de sécurité du pouvoir adjudicateur.

En sa qualité de maître d'ouvrage du présent accord-cadre :

- le pouvoir adjudicateur est l'unique donneur d'ordre du titulaire ;
- le pouvoir adjudicateur est responsable de la vérification des prestations selon les modalités prévues par le présent CCAP.

18.5 Obligations communes

Les parties s'engagent à participer à l'ensemble des groupes de travail, réunions et rendez-vous qui sont programmés, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Article 19 : Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion – Sécurité des données (données personnelles)

19.1. Secret professionnel – Obligation de confidentialité et de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent accord-cadre, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne prendre aucune copie des documents , supports d'informations, données qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent accord-cadre sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du présent accord-cadre ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du présent accord-cadre et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- effectuer le transfert de données confidentielles vers un système de messagerie externe de façon sécurisée ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

L'utilisation, par le titulaire, du nom « Caisse nationale des Allocations familiales » ou « Cnaf » appliqué à quelque fin que ce soit et/ou la référence au présent accord-cadre sont subordonnées à l'accord écrit, exprès et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire.

19.2. Traitement des données à caractère personnel

Le présent accord-cadre peut comporter le traitement de données à caractère personnel. Le cas échéant, le traitement est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Durant l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée et aux dispositions figurant dans l'annexe n°1 du CCTP relative à la protection des données à caractère personnel et aux clauses du CCTP.

En cas de perte ou de destruction partielle ou totale de données de son fait, le titulaire doit les reconstituer à ses frais avec les sauvegardes qu'il aura réalisées.

Une annexe au cahier des charges techniques particulières relative à la protection des données à caractère personnel contractualise les obligations et les droits du pouvoir adjudicateur et du titulaire.

Cette annexe définit la ou les personnes responsables du traitement et le ou les sous-traitants selon les définitions du règlement européen précité et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Toute modification de cette annexe s'effectue par accord du pouvoir adjudicateur et du titulaire par leur signature du texte modificatif de l'annexe précitée.

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la branche Famille.

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences et obligations figurant dans les chartes nationales du système d'information de la branche Famille – notamment en termes de confidentialité, de sécurité et d'utilisation licite, rationnelle et loyale du système d'information - applicables au sein des organismes de la branche Famille et annexées au présent accord-cadre.

Dans le cadre de plans de sécurité gouvernementaux, la Cnaf pourra imposer un renforcement des contrôles d'accès physiques et logiques de ses équipements.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le titulaire s'engage à n'opérer aucun transfert de messages électroniques depuis l'outil de messagerie professionnelle de la Cnaf ou organisme de la branche Famille vers l'outil de messagerie du titulaire ou de son sous-traitant ou vers tout autre outil de messagerie extérieur. Le titulaire s'engage à faire respecter cette interdiction par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article, et dans l'annexe n°1 au cahier des clauses techniques particulières, par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité.

La responsabilité pénale du titulaire peut être engagée sur le fondement des articles 226-17 à 226-22-1 du code pénal.

Article 20 : Droits d'utilisation des résultats

La cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits patrimoniaux afférents aux prestations objet du présent accord-cadre s'effectue dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission. Et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non-limitative :

- l'ensemble des livrables documentaires attendus au titre du présent accord-cadre (tableaux de bord, comptes-rendus de réunion, rapports, notes, etc.) ;
- l'ensemble des livrables type code source et exécutable ;
- l'ensemble des documents intermédiaires.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le prix des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

20.1 Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par les articles 32.2 et 32.3 du CCAG PI.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires à leur mise en œuvre, le titulaire concède à titre non exclusif au pouvoir adjudicateur le droit d'utiliser, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats, pour les besoins découlant du présent accord-cadre.

Ce droit comprend le droit de dupliquer, de reproduire, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter et de représenter les connaissances antérieures.

L'offre technique du titulaire identifie les connaissances antérieures concernées.

20.2 Etendue et durée de la cession des droits

Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

20.3 Destination des résultats

Les droits sont cédés pour une utilisation des résultats conforme au CCTP du présent accord-cadre.

20.4 Nature des droits cédés

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'adaptation, de correction, de traduction des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement :

- Le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé.

- Le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données.

- Le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des résultats, à titre gratuit, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, publication sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données, publication sur Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, par messagerie électronique, sur réseaux informatiques et de télécommunication, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre.

- Les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des résultats cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, incorporer à une œuvre composite ou collective, traduire en toutes langues. Les modifications ainsi apportées aux résultats par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur ou tout autre tiers à qui les droits seraient cédés. L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur.

Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ou concéder ces produits à des tiers et plus précisément à chacun des organismes de la branche Famille de la Sécurité sociale ou de sa tutelle, qui peuvent librement en user, dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur tel que prévu dans le cadre du présent article.

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert du fait du présent accord-cadre la propriété ni des outils utilisés pour l'exécution des prestations, ni de la méthode ou du savoir-faire du titulaire.

20.5 Droits du titulaire

Le titulaire ne peut, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation expresse, écrite et préalable du pouvoir adjudicateur, qui peut assortir son accord de conditions particulières, utiliser ou exploiter les résultats globaux et partiels des prestations, les publier ou les communiquer à des tiers, à titre onéreux ou gratuit.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous ses documents, supports, données et fichiers qu'elle lui remet dans le cadre du présent accord-cadre.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire à d'autres fins que l'exécution du présent accord-cadre, est interdite, sans l'autorisation expresse écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Les seules reproductions autorisées sont celles qui sont strictement nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à détruire toutes les reproductions réalisées à l'issue du présent accord-cadre.

20.6 Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Article 21 : Prix

21.1 Prix initiaux

Les prix initiaux sont ceux figurant dans l'annexe financière.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Le règlement de la TVA est effectué au taux en vigueur à la date du fait générateur.

21.1.1 Achats d'espaces

Le prix est un prix unitaire et révisable dans les conditions énoncées à l'article 21.2 ci-dessous.

En ce qui concerne l'achat d'espaces, le titulaire agit au nom et pour le compte de la Cnaf et, à ce titre, il effectue et règle les achats d'espaces auprès des supports. Ainsi, le prix de la rémunération du titulaire est déterminé par application du taux renseigné par le titulaire au montant net de l'espace acheté exprimé en € HT.

Le montant de l'espace acheté est défini par référence au tarif public pratiqué par le support. Le montant net de l'espace acheté servant de base de référence pour la détermination du prix de la rémunération du titulaire s'entend comme le montant de l'espace acheté exprimé en € HT auquel sont appliqués les remises et abattements consentis par le support.

Les taux de rémunération du titulaire définis par tranches de montants nets d'achats d'espaces exprimés en € HT et par type de support sont contractuellement établis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le tarif pratiqué par le support à la date d'établissement du bon de commande est retenu comme base de facturation. A ce tarif sont appliqués les différents dégressifs et remises éventuellement consentis par les supports et régies.

Pour chaque achat d'espace, les tarifs pratiqués par les supports sont transmis par le titulaire au pouvoir adjudicateur, et ce, avant l'émission du bon de commande.

Par exception, dans le cas où une modification tarifaire interviendrait entre l'émission du bon de commande et la facturation, le tarif retenu est celui qui trouve à s'appliquer à la date de l'établissement de l'ordre d'achat émis par le titulaire à l'attention des supports et régies. Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, à titre de justificatif, le nouveau tarif pratiqué par le support à la date d'établissement dudit ordre d'achat.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, les factures sont transmises au pouvoir adjudicateur (annonceur) par le support (vendeur d'espaces) et tout rabais ou avantage tarifaire de quelque nature que ce soit accordé par le support (vendeur d'espaces) doit figurer sur la facture délivrée au pouvoir adjudicateur (annonceur).

La demande de paiement adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur correspondant à la refacturation des achats d'espaces acquittés auprès des supports par le titulaire en qualité de mandataire du pouvoir adjudicateur est réalisée dans les conditions définies à l'article 5 du contrat de mandat.

En ce qui concerne la réalisation de la prestation « achat d'espaces », les prix correspondant à la rémunération du titulaire comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, notamment :

- le cas échéant, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais de gestion des relations avec les supports ;
- les frais de gestion et d'exécution des ordres d'achat ;
- les frais de conception, de rédaction de correction éventuelle et de remise des livrables décrits au CCTP et spécifiquement des comptes-rendus et bilans de campagne ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- etc.

21.1.2 Réalisations de plans médias

Le prix est un prix unitaire et révisable dans les conditions énoncées à l'article 21.2 ci-dessous.

Le prix pour la réalisation d'un ou plusieurs plans médias est déterminé par application du taux renseigné par le titulaire au montant du budget alloué par le pouvoir adjudicateur pour une campagne considérée exprimé en € HT.

Les taux de rémunération du titulaire définis par tranches de budgets alloués exprimés en € HT sont contractuellement établis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

En ce qui concerne la réalisation de la prestation « réalisation de plans médias », les prix correspondant à la rémunération du titulaire comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, notamment :

- le cas échéant, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais de conception, de correction éventuelle et de remise des livrables décrits au CCTP ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- etc.

21.1.3 Réalisation de partenariats médias

Le prix est un prix unitaire et révisable dans les conditions énoncées à l'article 21.2 ci-dessous.

Le prix pour la réalisation d'un ou plusieurs partenariats médias est déterminé par application du taux renseigné par le titulaire au montant du budget alloué par le pouvoir adjudicateur pour un partenariat considéré exprimé en € HT.

Le taux de rémunération du titulaire est contractuellement établi dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

En ce qui concerne la réalisation de la prestation « réalisation de partenariats médias », les prix correspondant à la rémunération du titulaire comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP n°04/25, notamment :

- le cas échéant, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais de conception, de correction éventuelle et de remise des livrables décrits au CCTP ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- etc.

21.1.4 Participation aux réunions

Le prix est un prix unitaire et révisable dans les conditions énoncées à l'article 21.2 ci-dessous.

En ce qui concerne la réalisation de la prestations « participation aux réunions », les prix correspondant à la rémunération du titulaire comprennent l'ensemble des coûts et frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, notamment :

- le cas échéant, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des préposés du titulaire et de tout intervenant nécessaire à l'exécution des prestations ;
- les frais de conception, de rédaction de correction éventuelle et de remise des livrables décrits au CCTP et spécifiquement des comptes rendus de réunion ;
- les frais d'animation de la réunion ;
- les frais de conception, de correction éventuelle et de remise livrables décrits au CCTP ;
- le coût de la concession des droits d'utilisation des connaissances antérieures et le coût de cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- etc.

21.2 Prix de règlement

21.2.1 Révision des prix

Achats d'espaces, plans médias, partenariats médias

Les prix initiaux (montant des honoraires) sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po \left(\frac{S}{So} \right)$$

Dans laquelle :

- P = le prix révisé
- Po = le prix initial figurant dans l'annexe financière ;
- S = Dernier indice « Syntec » connu au mois anniversaire de la notification de l'accord-cadre ;
- So = Indice « Syntec » du mois de remise de l'offre.

Au cas où la parution de cet indice serait suspendue pour une durée supérieure à 6 mois, les parties conviennent de le remplacer par un indice équivalent pour la durée de la suspension.

Lors de la mise en œuvre de cette formule de révision des prix, les calculs sont effectués avec au maximum deux décimales après la virgule, l'arrondi étant traité de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Participation aux réunions

Les prix initiaux de la prestation « Participation aux réunions » sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po \left(\frac{S}{So} \right)$$

Dans laquelle :

- P = le prix révisé
- Po = le prix initial figurant dans l'annexe financière ;
- S = Dernier indice « Syntec » connu au mois anniversaire de la notification de l'accord-cadre ;
- So = Indice « Syntec » du mois de remise de l'offre.

Au cas où la parution de cet indice serait suspendue pour une durée supérieure à 6 mois, les parties conviennent de le remplacer par un indice équivalent pour la durée de la suspension.

Lors de la mise en œuvre de cette formule de révision des prix, les calculs sont effectués avec au maximum deux décimales après la virgule, l'arrondi étant traité de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

21.2.2 Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement des prestations donne lieu à la taxe sur la valeur ajoutée, selon la législation fiscale applicable à la date du fait générateur de l'impôt, soit en l'espèce la date d'exécution des prestations.

Toute modification du taux de la TVA intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre affecte donc, à due concurrence, les prix de règlement du présent accord-cadre.

21.3. Clause de réexamen

Conformément aux termes de la circulaire n°6338-SG du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, la clause de variation des prix du présent accord-cadre ne contient pas de terme fixe. Par ailleurs, le présent accord-cadre ne contient pas de clause butoir.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la présente clause de réexamen porte sur :

- la possibilité de modifier la clause de variation des prix définie à l'article 19.2 du présent CCAP (insertion d'un terme fixe notamment) en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- et sur la possibilité d'intégrer une clause butoir au présent CCAP en cours d'exécution du présent accord-cadre.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire en cours d'exécution du présent accord-cadre et en fonction de l'évolution du contexte économique.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

Article 22 : Pénalités

22.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues par le présent article.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par le pouvoir adjudicateur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

A réception de ce décompte ou de toute décision du pouvoir adjudicateur induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

Si le pouvoir adjudicateur décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte de la contestation du titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de l'article 43 du CCAG-PI.

22.2 Caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent CCAP ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

22.3 Pénalités de retard

- **Réalisation de plans médias – Participation aux réunions – achat d'espaces – réalisation de partenariats médias**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité en cas de non-respect des délais d'exécution des prestations, pour :

- La réalisation de plans et de partenariats médias et la participation aux réunions
- L'achat d'espaces

Le montant de la pénalité est calculé par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

Dans laquelle :

- P désigne le montant de la pénalité ;
- V désigne la valeur (en € HT) de la prestation considérée (honoraires) telle que figurant dans le bon de commande afférent ;
- R désigne le nombre de jours ouvrés de retard, décomptés à partir de la date de réception attendue par la Cnaf du livrable considéré, ou de la date de la réunion pour laquelle l'absence a été constatée.

- **Pénalités pour défaut de suivi de la facturation des supports et de la refacturation à la Cnaf**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire et cumulable sur une même campagne en cas de manquement dans le suivi des facturations et refacturations à la Cnaf (article 3.2 du CCTP). Le montant de cette pénalité s'élève à 150 HT par manquement constaté.

22.5 Cumul des pénalités et des autres sanctions

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG PI.

22.6 Modalités d'application des pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution de la prestation est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont les modalités de calcul sont définies à l'article 22.3 du présent CCAP.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai de réalisation de la prestation concernée est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros (€) pour l'ensemble de l'accord-cadre.

22.7 Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet

En cas d'ajournement ou de rejet de tout ou partie d'un livrable, dans le cadre des opérations de vérification, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de fin du délai d'exécution de la prestation et la date de livraison précédant, selon le cas et dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAP, la décision d'admission, d'admission avec réfaction, de rejet définitif dudit livrable.

22.8 Pénalités en cas de résiliation

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAP et à l'article 39 du CCAG PI, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

22.9 Plafonnement des pénalités de retard

Le montant des pénalités de retard applicables est plafonné à 10 % du montant total hors taxes des honoraires du bon de commande considéré.

22.10 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles 19.1. et 19.2. du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues ci-dessus :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Article 23 : Régime financier

23.1 Avance

Sauf refus exprès du titulaire exprimé dans son acte d'engagement, si le montant du bon de commande considéré est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance est accordée dans les conditions définies par l'article R. 2191-16 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

23.2 Acomptes

Le règlement de tout acompte dû au titulaire n'ayant pas le caractère d'un paiement définitif, ce dernier en reste débiteur jusqu'à la décision d'admission de la prestation concernée.

23.2.1 Cas général

Le titulaire bénéficie du versement d'un acompte pour toute prestation dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois.

La périodicité des acomptes est de 3 mois, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution. L'acompte ne devra en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement de l'acompte implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées dans le cadre de la prestation commandée.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation commandée.

Le solde est versé après décision d'admission de la prestation.

23.2.2 Cas des petites et moyennes entreprises

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, il a droit, sur demande expresse, au versement d'acomptes mensuels.

Sont considérées comme des petites et moyennes entreprises, les entreprises définies comme telles dans la recommandation de la Commission n°2003/361/CE du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Le versement de ces acomptes mensuels implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement des factures.

La totalité des acomptes versés ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation.

Le solde est versé après la décision d'admission de la prestation.

23.3 Facturation

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché peuvent être facturées dès lors qu'elles sont vérifiées et admises par le pouvoir adjudicateur conformément aux stipulations de l'article 14 du présent CCAP.

La facturation électronique est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020 (décret n°1478/2016 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique).

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur impose le dépôt et la transmission des factures électroniques effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent a minima les informations suivantes :

- le numéro et l'objet de l'accord-cadre ;
- la date d'émission de la facture ;

- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Paris (32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14) ;
- la date de livraison des fournitures, d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des services réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des services réalisés ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

La demande de paiement adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur correspondant à la refacturation des achats d'espaces acquittés auprès des supports par le titulaire en qualité de mandataire du pouvoir adjudicateur est réalisée dans les conditions définies à l'article 5 du contrat de mandat.

Pour le versement des acomptes, la demande doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution de l'accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles prévues en la matière, conformément aux articles R.2191-45 et suivants.

23.4 Délai de paiement

23.4.1 Point de départ du délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre, sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé pour les prestations par la plus tardive des deux dates entre la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire et la décision d'admission des prestations ou le terme prévu pour les acomptes. En cas de versement d'acomptes, le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement accompagnée de toute pièce justifiant l'état d'avancement des prestations effectivement effectuées. En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La date de réception de la facture électronique correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

23.4.2 Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

23.4.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

23.4.4 Délai de paiement du sous-traitant

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R.2193-12 du code de la commande publique. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R.2193-12 précité, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R.2193-14 du code de la commande publique.

23.5 Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Article 24 : Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux dispositions du code de la commande publique, article R.2193-1 et suivants.

Le titulaire demeure en toute hypothèse responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions de l'accord-cadre. Il doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les dispositions de l'accord-cadre concernant les obligations de secret professionnel et de confidentialité, des droits de propriété et des mesures de sécurité.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur via « CHORUS PRO », conformément aux articles R.2193-11 et suivants du code de la commande publique.

Article 25 : Assurances

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché. Les dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 26 : Changement de situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

26.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, de compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

26.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 29 du présent CCAP.

Article 27 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

27.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire

des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com> – rubrique « Connexion fournisseur ».

27.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Article 28 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent accord-cadre, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions et à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

Article 29 : Résiliation de l'accord-cadre

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre sont régies par le chapitre 7 du CCAG PI.

29.1. Résiliation aux torts du titulaire

Il est précisé, en complément de l'article 39 du CCAG PI, que l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques :

- En cas de refus d'exécution des prestations ou de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations ;
- En cas de rejet définitif d'un livrable dans les conditions définies à l'article 14 du présent CCAP ;
- En cas d'absence de remplaçant, conformément à l'article 17.2 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des obligations énoncées aux articles 18.1., 18.2. et 18.3. du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des obligations énoncées à l'article 19 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 26 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article 27 du présent CCAP.

Sauf dans les cas prévus au présent CCAP et aux h, j, m et n de l'article 39.1 du CCAG PI, une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'exécution et précisant le manquement aux obligations, la sanction envisagée et la date effective de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la mise en demeure est infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

La résiliation peut, selon les cas, être totale ou partielle – et ne viser, dans le second cas, que certaines prestations de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de l'accord-cadre et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant son exécution et dont il est le dépositaire.

La date d'effet de la résiliation est indiquée dans le courrier adressé au titulaire.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée aux torts du titulaire, celui-ci ne peut prétendre à indemnité.

29.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution de l'accord-cadre, en l'absence de faute du titulaire, par une décision de résiliation, dans les cas prévus par les articles 37, 38 et 40 du CCAG PI.

La résiliation prononcée en application des articles 37, 38 et 40 du CCAG PI fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 41 du CCAG PI.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables fournis par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de l'accord-cadre et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant son exécution et dont il est le dépositaire.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle emporte résiliation de l'accord-cadre à la date fixée par le pouvoir adjudicateur.

Article 30 : Règlement des litiges

Le présent marché est soumis au seul Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En application des dispositions du code de la commande publique concernant le médiateur des entreprises ou les comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, le titulaire et le pouvoir adjudicateur peuvent y recourir.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de l'accord-cadre, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 31 : Dérogations

L'accord-cadre déroge aux dispositions suivantes du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) :

Thème	Articles CCAG PI	Article CCAP
Ordre de priorité des pièces contractuelles	Art. 4.1	<p>Art. 5</p> <p>« Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;2. la mise au point éventuelle et la/les précision(s) d'offre éventuelle(s) (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;3. le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 04/25 et ses annexes :<ol style="list-style-type: none">a. annexe n°1 : « Contrat de mandat » ;b. annexe n°2 : « Liens financiers avec les supports ou régies » ;4. le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 04/25 et ses annexes :<ol style="list-style-type: none">a. annexe n°1 relative à la protection des données à caractère personnel ;b. annexe n°2 portant sur la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information ;c. annexe n°3 portant sur les Chartes nationales de sécurité du système d'information :<ol style="list-style-type: none">i. annexe n°3-A : « Charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information » ;

		<p>ii. annexe n°3-B : « Charte nationale de sécurité de l'administrateur du système d'information » ;</p> <p>5. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG - PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;</p> <p>6. le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;</p> <p>7. l'annexe financière dûment complétée et signée ;</p> <p>8. l'offre technique du titulaire.</p>
Réparation des dommages et Assurances	Art. 9	<p>Art. 25</p> <p>« Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande. ».</p>
Prolongation d'exécution délais	Art. 13.3	<p>Art. 16</p> <p>« Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, dès qu'il en a connaissance et par lettre recommandée avec avis de réception, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les délais définis par les termes du CCTP et/ou du bon de commande considéré et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution et indique la durée de la prolongation demandée. »</p> <p>« Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande. »</p>
Pénalités	Art. 14	<p>Art. 22</p> <p>Cet article fixe des pénalités spécifiques, et prévoit que le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.</p>

Opération de vérification	Art. 28	<p>Art. 14</p> <p>« Le pouvoir adjudicateur dispose de cinq (5) jours ouvrés maximum à compter de la remise du bordereau de livraison (BL) pour procéder aux opérations de vérification des livrables documentaires et pour notifier au titulaire une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux termes de l'article 29 du CCAG PI, sous réserve des stipulations du présent article. »</p>
Décisions après vérification	Art. 29	<p>« Par ailleurs, en cas de décision d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum, à compter de la date de notification de la décision, pour présenter, sans surcoût, un ou des nouveau(x) livrable(s), entièrement conforme(s) à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités. ».</p>
Droit d'utilisation des résultats	Art. 35	<p>Art. 20</p> <p>« Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission. Et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission. »</p>